

# 1

## Pourquoi la Russie ?

### 1.1 Les atouts du marché russe

#### 1.1.1 Importance du marché russe et son évolution

En 2001, le chef économiste de la banque d'affaires Goldman Sachs a créé l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) pour caractériser les quatre principales économies émergentes<sup>1</sup>. Bien que sujette à de nombreuses critiques, cette notion permet de comparer l'économie russe à celle d'autres grands pays offrant des opportunités de développement.

Par son PIB total, la Russie se situe à égalité avec l'Inde, un peu en dessous du Brésil, et loin derrière la Chine. Le PIB par habitant place la Russie en tête des BRIC au même niveau que le Brésil, il est deux fois plus important qu'en Chine et huit fois plus qu'en Inde.

---

1 En toute rigueur, en ce qui concerne la Russie on devrait plutôt parler d'économie « ré-émergente ».

Si l'on élargit la comparaison, la Russie (neuvième économie mondiale) a un PIB total proche celui de l'Italie, mais huit fois inférieur à celui des États-Unis et d'à peine plus de la moitié de celui de l'Allemagne. Le PIB par habitant reste très inférieur à celui de la plupart des pays de l'Union européenne.

Tableau 1.1 Les indicateurs clés – Comparaison internationale

Pays	Population fin 2011 (millions)	PIB 2011 (milliards de \$ courants)	PIB/hab. 2011 (\$ courants)
Russie	143	1 857	13 700
Chine	1 355	7 318	5 400
Inde	1 210	1 684	1 400
Brésil	192	2 476	12 900
France	66	2 763	41 900
Allemagne	82	3 601	43 900
Italie	61	2 193	35 900
États-Unis	316	14 990	47 400

Cependant, au-delà des chiffres globaux, plusieurs facteurs confèrent à la Russie une forte attractivité.

- **La croissance.** De 2000 à 2012 – donc en incluant la crise de 2008-2009 – le PIB a crû en moyenne de 6 % par an. Sur la période 2009-2012, la croissance s'est stabilisée à 4 %, chiffre loin des niveaux d'avant-crise, mais malgré tout honorable<sup>2</sup>.
- **Une situation macroéconomique très favorable.** Grâce à ses ressources en énergie et en matières premières, la Russie a un excédent commercial considérable ; elle dispose des troisièmes réserves mondiales en devises et a très vite retrouvé un excédent budgétaire après la crise de 2008-2009. À court et moyen terme cela lui donne des marges de manœuvre financières pour investir – sous réserve de volonté politique.
- **De nombreuses opportunités sectorielles.** La combinaison d'une insuffisance de producteurs nationaux dans certains domaines, d'un pouvoir d'achat en croissance et d'une volonté de moderniser le système productif donne lieu à une croissance particulièrement rapide de certains segments de marché.

2 Un ralentissement s'est toutefois produit en 2012-2013 à cause des répercussions de la crise en Union Européenne, de loin premier client de la Russie. La croissance est tombée à 1,4 % en 2013 et risque de rester autour de 2-3 % à partir de 2014.

Pour mieux appréhender ces opportunités il convient de considérer la dynamique de l'économie russe depuis la fin de l'Union soviétique.

#### ◆ 1990-1998 – Un passage chaotique à l'économie de marché<sup>3</sup>

La transition vers l'économie de marché a été particulièrement difficile et longue en Russie. Surtout, elle a laissé des traces qui subsistent encore.

En huit ans, le PIB russe a diminué de 40 %, et le pouvoir d'achat de beaucoup de ménages de plus de 50 %. L'appareil économique de l'État s'est effondré : immenses difficultés de collecte des impôts, retard de paiement des salaires et retraites, déficit budgétaire, et pour finir quasi-faillite et crise financière majeure en 1998.

Il y a eu de nombreuses raisons à cette situation : des prix du pétrole et du gaz très bas, la difficulté inhérente à la construction d'un système d'économie de marché disparu depuis plus de soixante-dix ans, mais aussi la volonté d'une libéralisation à marche forcée et la faiblesse du pouvoir d'État. Au cours des années 1990, la privatisation des grands groupes, notamment dans l'énergie et les matières premières, s'est effectuée dans des conditions permettant à quelques-uns – les « oligarques » – de se les approprier pour des montants dérisoires en associant relations politiques et montages financiers complexes.

#### Un exemple de privatisation dans les années 1990, le cas de Norilsk Nickel

Norilsk Nickel est le principal producteur mondial de nickel et de palladium, d'un chiffre d'affaires supérieur à 30 milliards de dollars. Le journal indépendant *Moscow Times*, décrit précisément le processus par lequel Vladimir Potanine en a acquis une part substantielle.

*« Durant sa carrière comme cadre soviétique, banquier, vice-Premier ministre, Potanine a montré son habileté à être du bon côté des affaires, en amassant une fortune estimée par Forbes en mars 2012 à 14,5 milliards de dollars.*

*Potanine a commencé à faire fortune comme banquier après l'effondrement de l'Union soviétique, se faisant connaître comme porte-parole d'un groupe*

.....  
 3 Pour une analyse de l'évolution de la situation économique de la Russie de 1990 à 2011, cf. *La transition russe vingt ans après*, sous la direction de Jacques Sapir, Victor Ivanter, Dmitri Kouvaline et Alexandre Nikipelov aux Éditions des Syrtes, janvier 2012.

*de jeunes capitalistes ambitieux au moment où le président Boris Eltsine, malade, était menacé par un Parti communiste renaissant. C'est lui qui a promu le schéma "prêt contre actions" où ceux qui prêtaient de l'argent au gouvernement financièrement exsangue ont bénéficié de la mise en vente de l'héritage industriel de l'Union soviétique quand les dettes n'ont pu être payées. La banque de Potanine, Uneximbank, a obtenu l'usufruit de 38 % de Norilsk en 1995 avec une enchère de 170,1 millions de dollars, juste 100 000 dollars au-dessus du prix de réserve. Une offre deux fois supérieure a été rejetée pour des raisons techniques. Après la victoire d'Eltsine sur Zyuganov en 1996, Potanine est entré au gouvernement comme premier vice-Premier ministre et a gravé dans le marbre la privatisation qui a créé une nouvelle race d'oligarques russes. Sa holding Interros a ensuite versé 270 millions de dollars en août 1997 pour acquérir formellement les 38 % – et le contrôle majoritaire – de Norilsk. Le prix payé ne représente qu'une infime partie de la valeur actuelle de l'entreprise. »*

Source : *The Moscow Times*, 19 décembre 2012

Par ailleurs, la faiblesse de l'État de droit et l'absence de règles claires en matière de propriété intellectuelle ont permis à de nombreuses sociétés étrangères, notamment américaines, d'acquérir à très bon compte des technologies développées dans les universités et les centres de recherche. Cette période, même si elle est révolue sur le plan macroéconomique, a laissé des traces dans l'économie russe actuelle. D'une part, les grands groupes constitués à cette époque et leurs dirigeants sont toujours pour la plupart des acteurs majeurs de l'économie et de la société, avec des modalités qui, nous le verrons, ont fortement évolué. D'autre part, elle est devenue une « anti-référence » dans les mentalités : hostilité vis-à-vis d'un libéralisme débridé, méfiance à l'encontre du système financier, volonté de reconquérir son potentiel technologique, rancœur vis-à-vis des États-Unis...

#### ◆ 1998-2008 – Vers une économie de rente partiellement « redistributive »

La crise de 1998 s'est traduite par une série de mesures draconiennes de restructuration de l'économie, initiées par le Premier ministre Evgueni Primakov<sup>4</sup>.

---

4 Nommé en septembre 1998, démis en mai 1999, il a réussi à construire un consensus national autour de ses mesures anticrise.

La ligne directrice a été la reconstruction d'un appareil d'État capable d'assurer la collecte de l'impôt, le paiement des salaires et retraites, une régulation minimale de l'économie et du système bancaire.

Ce redressement a été favorisé par l'augmentation du prix du pétrole, qui est passé de 12 dollars le baril en juillet 1998 à 22 dollars en janvier 2000 et à 33 dollars en janvier 2001. Il tient aussi aux réformes structurelles permettant une remontée des ressources de l'État fédéral. Vladimir Poutine, en tant que Premier ministre puis président a, depuis janvier 2000, poursuivi et accentué cette politique.

Les années 2000-2008 ont été celles d'une croissance forte et relativement régulière du PIB, d'environ 7 % par an, largement redevable de la hausse des exportations énergétiques<sup>5</sup>. La consommation des ménages a augmenté encore plus rapidement, entre 8 et 12 % par an, créant un sentiment d'euphorie, en particulier dans la capitale et les régions pétrolières.

On a donc assisté à la consolidation d'une économie de rente, avec une certaine redistribution, notamment grâce à la mise en place en 2005 d'une taxe flottante sur les exportations de produits pétroliers. Elle a ainsi permis une diminution des taxes sur les salaires et a alimenté le fonds de réserve qui a gonflé très fortement avec la hausse des prix du pétrole à partir de 2006.

#### ◆ Le prix du pétrole, un facteur clé

Tableau 1.2 Évolution du prix du baril de pétrole (Brent), en dollars courants

Janvier												Juill	Janv	Juill	Janvier				
1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007	2008	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
23	15	11	25	26	19	31	31	45	63	54	77	92	133	43	76	97	110	113	

Source : DGE (Direction Générale de l'Énergie et du Climat)

Cependant cette croissance s'est faite sans modification fondamentale de la structure productive. Les grands groupes centrés sur l'énergie et les matières premières constitués dans les années 1990 sont globalement restés en place – à l'exception majeure de Youkos – même si des reclassements capitalistiques ont été opérés. Ils ont amorcé une diversification, plus dans l'immobilier

5 Cependant, la bonne résistance à la baisse des cours en 2001-2002 montre que des mécanismes de croissance endogène ont commencé à se mettre en place.

que dans les secteurs industriels. La croissance de la consommation a très largement profité aux produits importés, faute de producteurs locaux. Le secteur financier, encore sous le choc de la crise de 1998, a également tardé à évoluer et à assurer le financement de l'économie réelle. Même le fonds de réserve a été géré de manière très traditionnelle, dans des placements internationaux et non dans l'investissement intérieur, ce qui a entraîné de nombreuses critiques de la part des milieux économiques.

La diversification de l'économie est donc insuffisante, sauf pour l'immobilier et certains services : distribution (dont le développement est lié au très fort accroissement de la consommation), télécommunications<sup>6</sup>.

#### ◆ La rupture de 2008 et la modernisation

La crise mondiale de 2008 a touché la Russie de manière très spécifique : sur le plan macroéconomique, elle a été brutale mais a été résorbée relativement rapidement ; toutefois, elle a induit une modification majeure de la politique économique.

À partir d'octobre 2008, plusieurs facteurs se sont cumulés pour aboutir à une crise brutale :

- La diminution des recettes pétrolières. Le prix du baril de brut, qui était de 90 dollars en janvier 2008, est passé à 43 dollars fin décembre, après un pic à 130 dollars en juillet. Le prix du gaz, indexé sur celui du pétrole, a suivi la même tendance.
- L'arrêt des investissements des industries liées à l'énergie, qui s'est répercuté sur le reste de l'économie. Face à une telle incertitude sur les recettes, toutes les décisions ont été bloquées, d'où une chute de la production industrielle.
- La crise de l'immobilier, secteur où la flambée des prix avait été largement alimentée par la rente énergétique.
- La transmission au secteur bancaire par le biais des défauts de paiement des entreprises, l'arrêt des prêts interbancaires internationaux, et la nécessité de faire face à des échéances de prêts en dollars.

La dépréciation brutale du rouble. La chute du prix du pétrole et les craintes sur la croissance ont entraîné une chute brutale du rouble à partir d'octobre 2008.

---

6 Même si l'essor de ce secteur va s'accélérer surtout à partir de 2009.

De 34,5 roubles pour 1 euro fin octobre, le cours est passé à 45 roubles fin janvier 2009. L'effet le plus néfaste a été le renchérissement des crédits en dollars contractés par des grands groupes, déjà fragilisés par ailleurs.

Les salaires réels ont fortement chuté<sup>7</sup>. Le nombre officiel de chômeurs est passé de 4,8 millions à 6,1 millions (8,1 % de la population active) en cinq mois.

En 2009 le PIB russe a chuté de 7,9 %, plus que la plupart des grandes économies occidentales.

Cette crise s'est en apparence résorbée rapidement :

- Les réserves de change sont restées largement positives (300 milliards de dollars, alors qu'elles étaient nulles en 1998).
- Le PIB est reparti rapidement à la hausse, avec une croissance de 4 % en 2010, qui s'est poursuivie à ce rythme en 2011 et 2012. À noter un ralentissement de la croissance en 2013, dont il est trop tôt pour savoir s'il n'est que conjoncturel.
- Le chômage est revenu à son niveau de 2008 dès 2010.
- Les faillites massives ont été évitées.
- Le déficit budgétaire, de 6,3 % du PIB en 2009 est passé à 4 % du PIB en 2010 pour revenir à un léger excédent en 2011<sup>8</sup>.

Une fois encore, la remontée des prix du pétrole a joué son rôle. Elle a été accompagnée par une politique budgétaire volontariste, avec l'utilisation du fonds de réserve pour stabiliser la monnaie et surtout éviter les faillites bancaires et industrielles.

Mais, en dépit de ce redressement, la crise a été le révélateur des problèmes structurels de l'économie russe qui n'ont pas été corrigés dans la décennie 2000 :

- La faiblesse de l'économie réelle (hors énergie). Le secteur industriel a été incapable de prendre le relais des importations en dépit d'une dépréciation de 25 % de la monnaie, soit parce qu'il n'était pas compétitif, soit parce qu'il n'existait tout simplement pas dans certains domaines.
- Le retard des infrastructures, qu'elles soient routières, ferroviaires ou agricoles (stockage).

---

7 Cette baisse a largement porté sur la partie non déclarée, ce qui explique qu'elle a été sous-estimée dans les statistiques officielles.

8 On constate toutefois un solde à zéro en 2012 et le retour à un léger déficit en 2013.

- Un secteur financier insuffisamment développé et opaque.
- Une incapacité à transformer le potentiel technique et scientifique en innovation et plus encore en entreprises innovantes.

Les pouvoirs publics ont rapidement pris conscience de cette situation, ce qui s'est traduit par l'annonce d'un programme de « modernisation » par le président Medvedev en 2009 et la mise en place d'une nouvelle politique économique, globalement poursuivie par le président Poutine.

Sur le plan global, le changement est radical : les ressources dégagées grâce au prix élevé de l'énergie ont été réinjectées dans l'économie alors que de 2004 à 2008 elles étaient affectées à des fonds de réserve.

Les dépenses ont représenté 37 % du PIB en 2011 contre 31 % en 2006, pour atteindre 630 milliards de dollars (+30 % en monnaie constante alors que le PIB n'augmentait que de 13 %). En 2006, l'excédent budgétaire alimentant la réserve représentait 90 milliards de dollars (8 % du PIB), avec un baril de pétrole à 58 dollars. En 2012, le budget est tout juste équilibré avec un baril à 100 dollars.

Cela signifie que des sommes considérables sont dégagées depuis 2009 pour des programmes sociaux, un accroissement des dépenses militaires, mais aussi un ensemble de mesures de modernisation de l'économie.

### *Développement des infrastructures*

La modernisation du transport ferroviaire se voit dotée de 15 milliards de dollars par an sur la période 2008-2030 pour la construction de lignes nouvelles et la modernisation du matériel roulant. Ce sont 3 500 kilomètres de routes et d'autoroutes qui devraient être construits ou rénovés entre 2012 et 2019, pour un investissement public de plus de 30 milliards de dollars.

L'organisation de grandes compétitions sportives – Jeux Olympiques d'hiver en 2014, Mondial de football en 2018 – dope également l'aménagement des infrastructures touristiques.

### *Modernisation de l'industrie manufacturière*

Une modernisation due notamment à des coopérations avec des entreprises étrangères : cette politique a été initiée dans les années 2000, avec comme secteur emblématique l'automobile, et s'est traduite en particulier par l'entrée de Renault au capital d'AvtoVAZ (Lada) dans l'optique d'une restructuration



complète de la production. Parmi les autres secteurs, on peut citer l'industrie chimique et pharmaceutique, l'aéronautique et l'armement.

### *Amélioration de l'accès au financement*

Face à l'inadaptation passée du secteur financier, plusieurs instruments ont été mis en place :

- Renforcement de la banque publique de développement Vnesheconombank (VEB).
- Création de RVC (Russian Venture Company), chargée d'investir dans des projets stratégiques.
- Création d'un Fonds de développement des PME scientifiques et technologiques.
- Mission donnée à l'entreprise d'État Rusnano de financer des projets dans le domaine touchant aux nanotechnologies (avec une définition assez large).
- Création de fonds d'amorçage spécifiques pour les start-up.

### *Politique de promotion de l'innovation*

C'est un des aspects les plus fortement mis en avant par les pouvoirs publics.

Cinq grandes technologies prioritaires ont été définies : informatique et TIC, espace, nucléaire, biotechnologies et efficacité énergétique, avec en outre une action forte dans le domaine transversal des nanotechnologies. Sur la période 2011-2018, 18 milliards de dollars ont été affectés à ces secteurs.

Sur le plan institutionnel, des efforts sont aussi faits pour créer un écosystème favorable. L'intervention publique s'est beaucoup centrée sur la création de « centres d'innovation », dont Skolkovo est l'emblème.

### **Skolkovo, Technopoles, Technoparcs, quelles structures pour les centres d'innovation ?**

La politique de centres d'innovation en Russie prend ses racines dans les « Naukograds » ou villes scientifiques de l'époque soviétique. Il en résulte une tradition d'approche très centralisée.

Le programme le plus médiatisé et mis en valeur est la création du parc scientifique et technologique national de Skolkovo (proche de Moscou).

Son ambition est de constituer un écosystème cohérent d'innovation qui comprend :

- > La construction d'une nouvelle « ville de la science ».
- > La création de centres de recherche et universités.
- > Des incitations pour attirer plus de 1 000 entreprises, une partie d'entre elles bénéficiant de subventions couvrant jusqu'à 75 % des investissements.
- > La mise en place d'un programme de soutien *via* le Technoparc et « Skolkovo virtuel ».

Skolkovo est souvent perçu comme la composante majeure de la politique de centres d'innovation en Russie. Cette vision est trop réductrice et masque les autres initiatives, notamment régionales, pour créer des centres technologiques sous forme de Technoparc et des technopoles. Ces structures regroupent en un même lieu des entreprises innovantes, la région fournissant, outre les locaux, un certain nombre de services de support. En 2011, la Russie en comptait 64 et leur nombre devrait augmenter dans les années à venir.

Le plus important est Innopolis, dans les environs de Kazan, dont l'objectif est de créer 60 000 emplois dans l'informatique et les hautes technologies au Tatarstan. Même si tous ces centres d'innovation n'ont pas la même efficacité, les plus dynamiques d'entre eux présentent l'avantage d'une bonne intégration dans le tissu économique régional – par opposition à Skolkovo qui est souvent présenté comme une structure « hors-sol ».

Moins médiatisée, la constitution en 2011 de « plateformes technologiques », à savoir des programmes orientés vers la R et D collaborative destinés à rassembler, à réunir des laboratoires et centres de recherche de différentes régions travaillant sur des sujets communs.

Des holdings technologiques d'État ont été constituées pour fédérer les actions dans des domaines tels que les nanotechnologies, l'aéronautique et l'espace : Rusnano, Rostekhnologii – qui est devenu la holding majeure du secteur aéronautique et armement – OAK pour l'aéronautique.

En outre, dans les secteurs innovants on voit se développer des entreprises à croissance très rapide qui sont fortement ou exclusivement orientées vers les marchés privés. C'est le cas pour les services de télécommunications (Wimplecom, Megafon, MTS), et l'Internet, avec des entreprises comme Yandex, VKontact, mail.ru, Ozon, Qiwi... Dans ces domaines, la Russie est un des rares